

GRÈVE ILLIMITÉE DES POSTIERS

Aucune solution à l'horizon

Le bras de fer entre les postiers et l'administration se poursuit. Aucune solution n'a été trouvée. Les grévistes réclament des augmentations de salaire.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Pas d'apaisement entre les travailleurs des bureaux de poste et leur entreprise. Les bureaux de poste restent toujours perturbés au niveau national.

La grève illimitée entamée par les employés depuis dimanche dernier n'a pas pris fin. Les travailleurs comptent maintenir la pression jusqu'à «obtention de leur droit». Les grévistes dénoncent le non-respect des accords intervenus à la suite de la grève d'avril dernier. Les postiers exigent une revalorisation de leurs salaires à hauteur de 30 %, une augmentation de leurs indemnités mensuelles et un avancement de grade en fonction de la compétence et de l'ancienneté.

Ils demandent également à bénéficier de primes de rendement individuel et collectif (PRI et PRC) avec effet rétroactif à partir de l'exercice 2004.

Rassemblés, hier matin, devant la Grande Poste, à Alger, les manifestants ont crié à la tra-



Photo : Samir Sid

hison : «Nous avons négocié avec eux, ils nous ont demandé de créer un syndicat, chose faite mais ils n'ont pas tenu leur enga-

gement du mois dernier.» Les grévistes campent sur leur position et n'envisagent pas de reculer. Les travailleurs étaient hors

d'eux en apprenant le licenciement d'un des receveurs. «Ils licencient les compétences», dénoncent-ils. «Nous n'allons

pas reprendre le travail avant l'aboutissement de nos revendications», affirment-ils, en colère. Pour eux, il est inadmissible qu'un travailleur commence et termine sa carrière avec le même grade.

«La tutelle a reconnu que nos revendications sont légitimes, pourquoi tardent-ils à les prendre en charge», s'interrogent-ils. 13 millions d'Algériens sont détenteurs d'un Compte courant postal (CCP). Le mouvement de débrayage coïncide avec la période de paiement des salaires et autres pensions de retraite. La colère ne tardera sûrement pas à gagner les abonnés si les deux parties en conflit ne trouvent pas un consensus.

S. A.

LE SYNDICAT D'ENTREPRISE D'ALGÉRIE POSTE DE TIZI OUZOU RÉAGIT

«Algérie Poste n'est pas déficitaire»

Le syndicat d'entreprise d'Algérie Poste de la wilaya de Tizi Ouzou a réagi, hier, dans un communiqué, aux déclarations du directeur général d'Algérie Poste. Ce dernier a déclaré sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III que l'entreprise est déficitaire et ne peut pas accorder une augmentation des salaires aux postiers. Le syndicat réfute «ce prétexte». Le syndicat, qui rappelle que l'entreprise est un établissement public et non commercial, donne des preuves.

Il souligne que sur les 3 400 bureaux de poste, plus de 1 800 sont déficitaires. Si Algérie Poste était une entreprise économique, estime la même source, l'administration aurait fermé ses bureaux. Ce qui n'est pas

le cas, souligne le syndicat, car, poursuit-il, «l'Etat doit maintenir et offrir le service public à tous les citoyens au même titre que les mairies, les dispensaires, les écoles...». Le syndicat s'interroge sur le fait qu'Algérie Poste ne peut bénéficier de l'aide de l'Etat, comme ce fut le cas pour la Sonelgaz qui a reçu 500 milliards de dinars pour couvrir l'augmentation de salaires des travailleurs. «L'argent est disponible au niveau de l'Etat qui doit subventionner la Poste, car ce n'est pas au détriment du guichetier ou du facteur qu'on va assurer le service public», conclut le syndicat dans son communiqué.

S. A.

RÉAGISSANT AUX PROPOS D'OUYAHIA

Les résidents promettent «un méga sit-in» aujourd'hui

La réaction des médecins résidents aux propos d'Ouyahia ne s'est pas fait attendre. Scandalisé, le Collectif autonome des médecins résidents réplique en maintenant un sit-in prévu au CHU Mustapha et pose les conditions d'un éventuel gel de la grève.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Le bras de fer continue entre résidents et pouvoirs publics. Les propos tenus hier par le Premier ministre n'ont pas fait changer de ligne de conduite : ils maintiennent leurs revendications intactes en dépit de la fin de non-recevoir signifiée hier par Ouyahia au

sujet du service civil.

Le Dr Yellès, porte-parole du Camra, s'est dit scandalisé par «les propos arrogants et cyniques tenus en période de crise» par le Premier ministre.

La porte-parole du Camra explique qu'«Ouyahia dit que le médecin doit être aux côtés des malades, oui nous sommes d'accord, à condition qu'il y ait des médicaments et des hôpitaux aux normes C'est à l'Etat de garantir l'accès aux soins.

Les médecins ne peuvent être tenus pour responsables de l'incurie.

Au Sud, ce ne sont pas les médecins qui manquent mais de vrais hôpitaux et des moyens adéquats», déplorant que les revendications des médecins



Photo : Samir Sid

prennent des «dimensions politiques». Les résidents sont

pourtant toujours aussi déterminés à faire aboutir la revendica-

tion de l'abrogation du service civil. Sur un total de 4 592 résidents réunis en assemblée générale le week-end dernier, 2 758, soit 60,28% d'entre eux se sont prononcés pour l'abrogation du service civil contre 39,72% favorables à la mise en place de mesures incitatives.

Au cours de cette même réunion, les résidents ont fixé les conditions d'un éventuel gel de la grève. Selon le procès-verbal de ladite réunion, «les résidents ont décidé de maintenir la grève illimitée et de n'envisager son gel que si les conditions suivantes sont réunies».

Il s'agit de «la levée de toute sanction juridique, administrative et pédagogique sur les résidents, la promulgation du nouveau statut du résident, la concrétisation de la feuille de route concernant les revendications pédagogiques établie lors de la conférence des doyens».

Les délégués de Tizi Ouzou ont proposé d'ajouter l'engagement de la part de la tutelle pour l'abrogation du service civil. Ceux d'Alger ont proposé le rajout du droit syndical alors que ceux de Tlemcen proposaient l'application de l'arrêté n° 143 de 1989 qui stipule clairement l'absence d'épreuves théoriques pour les années intermédiaires.

Ce qui fait, cependant, l'unanimité, c'est le maintien de la mobilisation intacte avec la tenue, aujourd'hui, d'un «méga sit-in national» au CHU Mustapha-Pacha.

F.-Z. B.

N. I.

AFFAIRE DE L'ATTENTAT QUI A

VISÉ LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le procès des principaux accusés reporté

Le procès des treize accusés, dont sept en fuite, impliqués dans l'attentat contre le siège du Conseil constitutionnel à Ben Aknoun le 11 décembre 2007 a été reporté hier par le tribunal criminel près la cour d'Alger.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Ce report a été décidé par le juge suite au pourvoi en cassation introduit par le prévenu, Fatouche Tahar Yacine, devant la Cour suprême au sujet de l'arrêt de la

chambre d'accusation qui l'a renvoyé devant les assises d'Alger. L'affaire sera donc jugée quand la Cour suprême statuera sur le pourvoi en cassation en question.

Six accusés ont été présentés hier devant le tribunal criminel près la cour d'Alger alors que sept autres personnes impliquées dans l'attentat sont toujours en fuite.

Parmi elles figure le nom de Abdelmalek Droudkel, émir de l'Aqmi. L'attentat avait fait 10 morts et un grand nombre de blessés.

Le jour même, un autre attentat à la bombe avait ébranlé la capitale en visant le siège du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU à Hydra élevant le bilan des deux massacres à une trentaine de morts et près de 200 blessés.

Les treize accusés répondront des principaux chefs d'accusation d'homicide volontaire avec utilisation d'explosifs et atteinte à la sécurité nationale.

Lors de l'audience d'hier, répondant à une question du juge, l'un des accusés, Mennia

Mustapha Kamel, a demandé à ce que l'affaire soit jugée au plus vite. «Je veux être fixé sur mon sort», a déclaré l'accusé. Ce à quoi le juge a répondu que nul n'est au-dessus de la loi et qu'il fallait se plier aux procédures judiciaires.

Maître Silini a demandé, lors de l'audience, la liberté provisoire à son client Mennia Mustapha Kamel, du fait notamment «qu'il n'appartient pas au groupe». Une proposition refusée après délibération.